

Vous trouvez

l'Internationale

à Paris

Paris 1^{er} : Kiosque PULIDORI, place du Théâtre-Français — Kiosque REGNIER, 9, Bd de Sébastopol.
 Paris 2^e : Sièges des N.M.P.P., 111, rue Réaumur — Kiosque BUFFET, 21, Bd Montmartre.
 Paris 4^e : Kiosque LE DORE, place de la Bastille (face gare).
 Paris 5^e : Kiosque LISON, 23, av. des Gobellins.
 Paris 6^e : Kiosque BUYSSCHAERT, 6, place de Rennes (face gare Montparnasse).
 Paris 7^e : Kiosque PORTAL, 258, Bd St-Germain — Librairie CAILLEAU, 7, avenue Rapp.
 Paris 8^e : Kiosque PRAUD, 17, rue de Rome (angle gare Saint-Lazare).
 Paris 10^e : Kiosque TAVERNIER, 23, rue de Dunkerque (face gare du Nord) — Kiosque FANGER, 8, Bd Saint-Denis.
 Paris 11^e : Kiosque DUCH, 10, place de la République — Kiosque COLLINET, 126, Bd Voltaire.
 Paris 12^e : Librairie MAITRE, 101, rue Claude-Decean.
 Paris 13^e : GUERRY (baraque), porte d'Italie — Kiosque LAMY, 6, av. d'Italie.
 Paris 14^e : BRE (terrasse), 108, Bd Jourdan — Kiosque CHEVALLIER, place du 25-Août-44 (Porte d'Orléans).
 Paris 15^e : Librairie BODES, 208, rue de la Convention — Kiosque BRIOIS, place Charles-Michels.
 Paris 17^e : Kiosque MARCY, 2, av. de Villiers — Librairie GAYAUD, 7, place de Clichy.
 Paris 18^e : CLAVEAU (baraque), 77, Bd Ornano — Kiosque PINEAU, 4, rue de la Chapelle.
 Paris 19^e : REQUET (terrasse), 11, rue de Belleville.
 et tous les kiosques du Quartier Latin.

en banlieue

Asnières : Librairie MONTARON, 17, rue de la Station.
 Aubervilliers : Kiosque LAGUILLY, 199, av. Victor-Hugo.
 Charenton : Kiosque BESSONNE, place Aristide-Briand.
 Courbevoie : DAVINE, 70, rue de Bezons (près de la gare).
 Clichy : Kiosque DUPOND, 1, Bd J.-Jaurès.
 Boulogne : Librairie LANGUIGNIER, 195, Bd Jean-Jaurès.
 Ivry : Kiosque REDON, 7, av. de la République.
 Levallois : Kiosque RICAUD, 44, Bd du Château.
 Montreuil : Kiosque BOUILLET, 1, place Jean-Jaurès.
 Neuilly : Librairie BROUILLAUD, 186, av. de Neuilly (Métro Pont de Neuilly).
 Pantin : Kiosque CHALMANDRIER, pont du Canal.
 Puteaux : Librairie PASSERAT, 117, rue Jean-Jaurès.
 Saint-Denis : Kiosque ORMANCEY, place de la Caserne.
 Saint-Ouen : Kiosque VOGIRAULT, 2, place de la République.
 Suresnes : Librairie PANET, 32, av. Jean-Jaurès.

à Aix-en-Provence

LIVRE-PRESSE, 23, cours Mirabeau.

à Avignon

Librairie J. BOIS, 34, cours Jean-Jaurès.

à Bordeaux

GAZENAVE, place de la Victoire.
 CHAPOULE, place Pey-Berland.
 GRANDET, cours Victor-Hugo-rue Sainte-Catherine.
 CAUSSEQUE, gare Saint-Jean.

à Dijon

Librairie DAMIDOT, 13, rue des Forges.

à Lyon et banlieue

1^{er} arrond. : Kiosque CLAVEAU, place des Terreaux.
 2^e arrond. : Kiosque CHAMONNET, place Le Viste — Kiosque DECORET, Cours de Verdun — Kiosque GILLET, Cours de Verdun — Librairie LEPAGE-DE-LAVEAU, 6, rue Victor-Hugo — Kiosque LUPY, rue Président-E. Herriot — Maison de la Presse, 2, rue de la République — Kiosque PIRONNEAU, place des Cordeliers — Kiosque RIVA, pl. Antonin-Poncet — ROMAN, 4, rue Victor-Hugo.
 3^e arrond. : Kiosque GALDEANO, place Gabriel-Péri.
 7^e arrond. : Kiosque CHANEL, place Gabriel-Péri.
 Villeurbanne : PICCOLO, 5, place Maisons-Neuves — Kiosque RICHARD, place Grandclement — THOMAS, 259, rue du Quatre-Août.

à Marseille

BORDEAUX, face cinéma Capitole. CHEKROUN, rue Honorat. COLAS PINTON, allée Meyan. PEGLION, Bourse du Travail. VIAU, face Lycée Thiers.

à Nîmes

Maison de la Presse, 25, boulevard Victor-Hugo.

à Toulouse

PEIGNON, 16, arcade du Capitole. — CHARPENTIER, 12, allée Franklin-Roosevelt. — MONIN, 25, rue de Metz. — MAISON DE LA PRESSE, 64, rue de Metz.

L'AVENIR DU MARCHÉ COMMUN

L'acceptation des règlements introduisant par étapes un marché commun pour les produits agricoles constitue-t-elle une victoire pour le régime gaulliste? La presse bourgeoise — et non seulement la presse gaulliste — a eu tendance à l'affirmer. Les faits sont pourtant fort différents.

Depuis que de Gaulle a unilatéralement fermé les portes du Marché Commun à la Grande-Bretagne, la cohésion au sein de ce Marché Commun a fortement diminué. Plus que jamais, chaque gouvernement et chaque classe capitaliste y défend ôprement ses propres intérêts particuliers. Les marchandages ont augmenté en nombre et en difficultés; tout accord devient plus laborieux. C'est ce qui s'est vérifié aussi à propos des règlements agricoles.

La grande presse n'y a vu que la « menace » de de Gaulle de faire « sauter » le Marché Commun, et le fait que ses partenaires ont « cédé » devant cette menace. En réalité, l'objet de cette menace — l'Allemagne occidentale — est précisément le pays qui, de tous les six associés du Marché Commun, y est relativement le moins intéressé (c'est-à-dire expédie vers ses partenaires de la C.E.E. la part relativement la plus réduite de ses exportations); la France appartient au contraire au groupe de pays les plus étroitement « intégrés » au Marché Commun. Si chantage il y avait, il se dirigeait donc contre soi-même. Mon général n'est effectivement pas un génie en matière d'économie politique.

La solution fut par conséquent à l'image même du problème. Il y eut un marchandage particulièrement laborieux. Les Italiens reçurent satisfaction en matière de riz, les Français en matière de céréales (mais ce n'est pas encore chose faite; l'accord n'est pas définitif), les Allemands dans deux domaines qui les intéressent particulièrement: ils pourront continuer à subsidier leur production de lait même après la fin de la période transitoire (ce qui est parfaitement contraire à l'esprit du Marché Commun), et le gouvernement Pompidou s'est engagé à s'aligner sur eux dans les négociations avec les Etats-Unis en vue d'une réduction générale des tarifs douaniers pour produits industriels.

Ce n'est qu'une promesse, il est vrai. Mais comme le prix essentiel espéré par de

Gaulle (le marché privilégié pour le blé français, qui intéresse surtout les gros paysans, la bourgeoisie rurale et les « notables » gaullistes) n'est, lui aussi, qu'une promesse, ce sera donnant donnant. On voit que la confiance ne règne plus entre Paris et Bonn...

C'est là le fond du problème. Toute idée d'un Marché Commun sous hégémonie française est une vue de l'esprit, qui ne correspond guère aux rapports de force réels, ni dans le domaine économique, ni dans le domaine militaire. En annonçant avec grands fracas ses prétentions, en janvier 1963, mon général a simplement brisé l'axe Paris-Bonn, rapproché à la fois Washington et Londres de Bonn, et fait de l'impérialisme ouest-allemand, en janvier 1964, l'allié privilégié de l'impérialisme américain et britannique. Il a « travaillé pour le roi de Prusse ». Nous l'avions prédit à l'époque; après le voyage d'Erhard à Washington et de Butler à Bonn, c'est devenu un tel secret de Polichinelle que même l'assurance superbe du général-président s'en est trouvée ébranlée: ne murmure-t-on pas que « pour se venger » il envisagerait de « reconnaître la R.D.A. »?

Allons plus loin: si l'économie et l'Etat des Six devait réellement être « unifiés », cela ne se ferait que sous direction ouest-allemande et non française, puisque Dieu est toujours du côté des plus forts bataillons. Mais l'expérience depuis un an a démontré qu'on est encore loin de cette unification réelle.

Le Marché Commun n'est pour le moment qu'une expérience d'intégration commerciale, d'abolition des tarifs douaniers entre les Six, qui réussit d'autant plus brillamment qu'on reste en haute conjoncture, c'est-à-dire que la nécessité d'une protection douanière ne se fait guère sentir. Mais dès que la conjoncture change, ne fût-ce qu'en une seule branche industrielle, les réflexes protectionnistes prennent le dessus: c'est ce qui se passe pour le moment par exemple dans le domaine de l'acier en France.

Chacune des six classes capitalistes maintient et défend ses intérêts particuliers, et si solidarité il y a, elle n'épouse pas toujours les frontières des Six: si dans la « guerre du poulet », les Six ont été solidaires vis-à-vis des Etats-Unis, dans le domaine des tarifs douaniers pour pro-

duits industriels, la bourgeoisie ouest-allemande occupe une position plus proche de celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne que de celle de la France et de l'Italie.

Il n'y a aucune raison de supposer que cela changera dans un avenir immédiat. Il faudrait des modifications structurelles profondes et durables — notamment la création d'un grand nombre de banques et de trusts « supranationaux », n'étant plus attachés aux intérêts d'une classe bourgeoise particulière parmi les Six —, ayant résisté à des récessions économiques et à l'assaut du mouvement ouvrier, avant qu'une « bourgeoisie européenne » puisse prendre la place de la bourgeoisie ouest-allemande, française, italienne, belge et néerlandaise. Ce n'est pas encore pour demain, ni pour après-demain.

La loi du développement inégal continue à jouer, dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste, et cette loi favorise certaines bourgeoisies européennes — avant tout la bourgeoisie ouest-allemande et italienne — depuis 1950, pour la première fois dans l'histoire **aux dépens** de l'impérialisme américain. Notre mouvement a signalé ce fait depuis sept ans. Il continue à se vérifier, notamment aussi au profit de l'impérialisme japonais.

Mais ce n'est qu'un mouvement relatif. En chiffres absolus, l'impérialisme américain continue de rester la première puissance impérialiste, et il n'y a pas de mesure commune entre l'impérialisme français même, reconstruit et libéré de ses guerres coloniales, et l'impérialisme yankee. Le meilleur indice de ces rapports de forces réels, c'est que c'est Wall Street et non Paris ou Francfort qui réclame avec force un « marché commun atlantique », c'est-à-dire l'abolition de toutes les barrières douanières des deux côtés de l'Océan, parce que la productivité de l'industrie américaine reste supérieure à celle de l'industrie européenne, et qu'une concurrence « libre » jouerait en sa faveur. Plus la productivité de l'industrie européenne s'élève, et plus les résistances des capitalistes européens les plus puissants — surtout ouest-allemands — à la « dissolution » du Marché Commun dans cette zone atlantique de libre-échange disparaîtront... jusqu'à l'échéance d'une grave récession qui remettra tout en question.
 E. GERMAIN.

SUR LE VIF

LE CALICE JUSQU'A LA LIE

« L'Humanité » du 7 janvier publie une proposition de loi déposée à l'Assemblée par le groupe parlementaire P.C.F.

Cette proposition vise la nationalisation des principales entreprises de l'industrie électronique. Elle vaut son pesant d'or.

D'abord, les actionnaires seraient indemnisés « d'une façon équitable ». Si l'Internationale dit vrai en assurant que ces actionnaires n'ont fait que « Dévaliser le Travail » on aura tendance à penser qu'il n'est pas du tout équitable d'indemniser des voleurs.

Mais le bouquet, c'est la liste des futurs administrateurs: 31 membres sur lesquels 5 représentants des ouvriers « désignés par les organisations syndicales représentatives de ces personnels ».

Autrement dit, les représentants ouvriers ne sont même pas aussi nombreux que les représentants des divers ministères.

Voilà un extrait du projet de programme de la direction P.C.F... qui précise toujours qu'elle est prête à en discuter avec divers démocrates, et à l'amender éventuellement.

Des fois que les « démocrates » du banquet des mille trouveraient que 5 ouvriers c'est encore de trop.

QUAND MON ENNEMI ME FELICITE

Parlant devant le Conseil de l'O.T.A.N. du conflit sino-soviétique, M. Dean Rusk a déclaré: « Dans la mesure où il s'agit d'un conflit entre le bellicisme et la coexistence, il est évidemment de l'intérêt de l'Occident que le point de vue de Moscou l'emporte. Il importe que l'Occident ne permette pas à Pékin de recueillir les fruits de sa combativité, et ne permette pas à Moscou de penser que l'Occident ne s'intéresse pas à une conception réaliste de la coexistence pacifique. »
 Bien sûr, être approuvé par l'ennemi,

ne signifie pas fatalement que l'on ait tort. Mais, tout de même, quel témoin de la cause de la paix que ce ministre des Affaires étrangères du pays, qui, un peu partout dans le monde, a les armes à la main pour maintenir des régimes branlants contre les peuples! Et quel auditoire que ce Conseil de l'O.T.A.N. dont les membres vivent dans la perspective du grand règlement de compte avec le communisme!

De tels propos devant de tels hommes, n'est-ce pas l'aveu que le problème de fond du conflit sino-soviétique, c'est celui du statu quo social mondial ou du droit à la révolution!

LA GEOGRAPHIE D'UBU DEPUTE

M. Michel Debré a déclaré, à propos de La Réunion, dont il est député et grand-zoroïlle: « Quand on regarde dans cette partie de l'Océan Indien, on ne voit pas à quel autre ensemble que la France, l'île de La Réunion pourrait être rattachée. »

Nous, on voit très bien: au Kamtchatka, à la Patagonie, ou mieux à la Pologne du père Ubu. Mais parions que M. le député n'a pas pensé à consulter ceux de ses administrés qui ont une idée différente sur la question?

UN APOLITIQUE AMOUREUX DE LA NATURE

Avant guerre, il y avait, dans les clubs ajistes, des gars qui n'oubliaient pas que le développement des Auberges de la Jeunesse était lié aux conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Ces gars menaient la lutte antifasciste, collectaient pour les ouvriers espagnols, etc.

Ils se heurtaient à l'incompréhension de certains jeunes qui croyaient que les congés payés étaient tombés du ciel et qui disaient... un peu prématurément: « Hitler? Connais pas! »

Tous les candides parlaient ainsi. Mais tous ceux qui parlaient ainsi n'étaient pas candides.

Imaginez un fasciste dans les A.J. Il n'aurait pas osé exprimer ses positions. Sa seule tactique possible aurait donc consisté à étouffer la propagande antifasciste en criant bien fort: « Pas de politique dans les A.J. ». Celui qui criait cela le plus fort s'appelait Marc Augier.

C'était un amoureux de la nature. Ce n'était pas un sectaire. C'était le bon petit gars qui - veut - pas - qu'on - l'emmerde - avec - la - politique.

Cependant, le jour où l'armée hitlérienne occupa la France, Marc Augier s'intéressa à la politique... et comment.

C'est lui qui, sous le pseudonyme de Saint-Loup vient d'écrire un livre à la gloire des nazis français qui combattirent pour Hitler contre le peuple soviétique.

QUI A ECRIT CELA ?

« Il est probable que la réussite économique de l'U.R.S.S. provoquera une évolution interne qui devrait atténuer les divergences qui l'opposent à l'Occident, supprimer la différence fondamentale existant entre le régime communiste et le régime capitaliste. »

« Il est probable aussi que cette réussite de la Russie, si elle se confirme, aura des conséquences importantes sur la vie politique des pays libres. »

Pour l'auteur de ces lignes, le régime capitaliste est encore ce qui peut se faire de mieux. L'auteur n'est donc pas un de ces vieux qui vivent avec 4 francs par jour à Paris.

Pour cet auteur, la réussite économique d'un régime communiste doit le rapprocher du capitalisme. Cet homme n'est donc pas un socialiste.

Enfin, il emploie l'expression « les pays libres » pour définir le monde capitaliste. Cet auteur n'est donc pas dans une prison française ni employé aux Forges d'Hennebont. Qui est-il donc?

Il est S.F.I.O. Il écrit dans le « Provençal » et se nomme Gaston Defferre.